# LE BUDGET DE 1999

*Bâtir aujourd'hui*
*pour un avenir meilleur*

## Aide financière fédérale aux provinces et aux territoires

février 1999

Ministère des Finances Canada
Department of Finance Canada

Dans la présente publication, les termes du genre masculin utilisés pour désigner des personnes englobent à la fois les femmes et les hommes.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada (1999)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ces documents doit être adressée à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

On peut obtenir des exemplaires en s'adressant au :

Centre de distribution de Finances Canada
300, avenue Laurier Ouest, Ottawa K1A 0G5
Téléphone : (613) 995-2855
Télécopieur : (613) 996-0518

ou dans les librairies participantes.

Également diffusé sur Internet à l'adresse suivante :
http://www.fin.gc.ca/

*This document is also available in English.*

Nº de cat. : F1-23/1999-6F
ISBN 0-662-83481-X

*« Nous devons mettre de côté l'idée selon laquelle faire cavalier seul est une preuve de force. Ce n'est pas le cas. De nos jours, la force réside dans le partenariat. Les Canadiens sont en droit de voir leurs gouvernements travailler dans la concertation. »*

Paul Martin, ministre des Finances
*Le discours du budget de 1999*

## Faits saillants

Le gouvernement fédéral propose d'augmenter sensiblement les fonds versés aux provinces et aux territoires pour renforcer le système de soins de santé subventionné par l'État.

Pour la première fois, tous les principaux transferts aux provinces et aux territoires suivront un plan quinquennal commun, ce qui améliorera considérablement la capacité de prévision des provinces et des territoires.

### Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux

- Les investissements du gouvernement fédéral dans l'assurance-santé prendront la forme d'une majoration des paiements au titre du TCSPS versés aux provinces et aux territoires. Au cours des cinq prochaines années, ces administrations recevront 11,5 milliards de dollars supplémentaires devant être expressément consacrés aux soins de santé. Il s'agit du plus important investissement ponctuel jamais effectué par le présent gouvernement.
- De cette somme, 8 milliards de dollars serviront à bonifier le TCSPS au cours des prochains exercices, et 3,5 milliards seront injectés immédiatement dans le TCSPS à même les crédits disponibles du présent exercice.
- Si les provinces et les territoires recourent progressivement et de façon ordonnée à ces crédits supplémentaires au cours des trois prochaines années, le budget total des soins de santé augmentera de 2 milliards de dollars en 1999-2000 et en 2000-2001, puis de 2,5 milliards au cours de chacune des trois autres années de la période de cinq ans visée par cet engagement. Toutefois, les provinces et les territoires pourront puiser dans ce supplément au cours des trois prochaines années à un rythme qui servira au mieux les besoins de leur régime de soins de santé.

## Faits saillants *(suite)*

- L'ajout de 2,5 milliards de dollars fait passer la valeur des transferts en espèces en vertu du TCSPS de 12,5 à 15 milliards, avec ce résultat que le budget du volet « santé » du TCSPS sera aussi important qu'avant l'amorce de la compression des dépenses, au milieu des années 1990.
- Si l'on ajoute à cela l'appréciation des transferts de points d'impôt en vertu du TCSPS, l'aide fédérale devrait atteindre un nouveau sommet d'ici 2001-2002, qui sera plus élevé encore qu'avant les compressions.
- Selon la législation en vigueur, les disparités quant au mode de répartition du TCSPS entre les provinces seraient réduites de moitié au cours des quatre prochaines années. Le présent budget propose d'éliminer complètement ces disparités d'ici trois ans. Toutes les provinces recevront alors le même montant de droits par habitant en vertu du TCSPS, de sorte que tous les Canadiens et toutes les Canadiennes bénéficieront du même soutien au chapitre de la santé et des autres services sociaux.

### Péréquation

- Les hausses marquées de la péréquation ajouteront en outre aux ressources mises à la disposition des provinces moins prospères pour les services publics, y compris les soins de santé.
- En raison de son importance pour les provinces moins prospères, la péréquation a été l'un des rares programmes de ressort fédéral à échapper aux mesures d'austérité des cinq dernières années.

## Faits saillants *(suite)*

- Le Parlement a déjà été saisi d'un projet de loi prévoyant la reconduction de la péréquation pour les cinq prochaines années, de 1999-2000 à 2003-2004, ce qui comprend des améliorations techniques au fonctionnement du programme. Le gouvernement donne ainsi suite à l'engagement qu'il a pris envers les résidents de provinces moins prospères.
- Les paiements de péréquation allant aux provinces se chiffreront, selon les prévisions, à plus de 50 milliards de dollars au cours de la période quinquennale visée. Cette somme représente 5 milliards de plus que les paiements versés au cours des cinq dernières années.
- Cette année, les paiements de péréquation dépasseront largement ce qui avait été prévu. En effet, ils devraient atteindre 10,7 milliards de dollars cette année, soit 2,2 milliards de plus que les estimations du budget de 1998. Les provinces ont déjà reçu 600 millions et toucheront les 1,6 milliard qui restent en mars.

### Formule de financement des territoires

- Les ententes de financement des territoires canadiens sont renouvelées pour cinq ans.
- Les fonds versés en vertu de la formule de financement devraient augmenter de près de 300 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, passant de 1,3 milliard en 1999-2000 à 1,6 milliard en 2003-2004.
- Au cours des cinq prochaines années, les transferts aux territoires devraient s'élever à 6,9 milliards de dollars.

## Introduction

Chaque année, le gouvernement fédéral transfère d'importantes recettes aux provinces et aux territoires. En 1998-1999 seulement, les transferts fédéraux aux administrations provinciales et territoriales ont totalisé 37,5 milliards de dollars. La plupart de ces transferts sont effectués par le truchement de trois grands programmes :

- le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), qui appuie les systèmes de santé provinciaux, l'éducation postsecondaire ainsi que l'aide sociale et les services sociaux;
- les paiements de péréquation, par lesquels le gouvernement fédéral transfère des fonds aux provinces les moins prospères pour qu'elles puissent fournir à leurs habitants des services et des programmes;
- la formule de financement des territoires, un transfert aux administrations territoriales, qui tient compte du fait qu'il est plus onéreux d'offrir des services publics dans le Grand Nord.

Au cours des cinq prochaines années, l'aide financière aux provinces et aux territoires sera majorée considérablement. Les ententes de financement conclues avec les administrations provinciales et territoriales seront stables et prévisibles, et les grands transferts suivront le même plan quinquennal, de 1999-2000 à 2003-2004. La reconduction du programme de péréquation se traduira par une augmentation de l'aide consentie aux provinces moins prospères. De plus, toutes les provinces et tous les territoires recevront le même montant au titre du TCSPS par suite de l'élimination des disparités entre les provinces quant au montant remis par habitant.

## Contexte

Les paiements de transfert fédéraux aux provinces et aux territoires jouent un rôle essentiel dans la vie des Canadiens.

Les provinces canadiennes ne jouissent pas toutes de la même prospérité. Par conséquent, les régions du pays ne produisent pas toutes les mêmes recettes à partir desquelles les administrations provinciales et territoriales peuvent financer des services publics. Les paiements de péréquation et la formule de financement des territoires contribuent à assurer à tous les Canadiens des niveaux comparables de services publics, sans égard à la région habitée.

Les transferts accordent en outre une aide ciblée à toutes les provinces et à tous les territoires en matière de soins de santé et d'éducation postsecondaire, ainsi que d'aide sociale et de services sociaux. Bien que les provinces puissent recueillir d'importantes recettes par elles-mêmes – de fait, les recettes des provinces et des administrations locales dépassent celles du gouvernement fédéral – les transferts fédéraux au titre du TCSPS garantissent le financement satisfaisant des grands programmes susmentionnés.

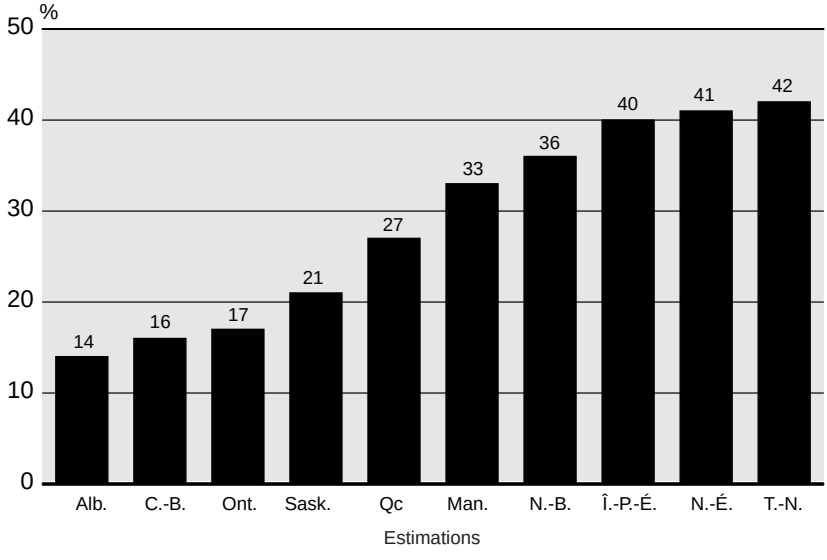
Le TCSPS appuie des valeurs que tous les Canadiens estiment importantes. Il maintient les cinq principes fondamentaux prévus dans la *Loi canadienne sur la santé*, à savoir l'universalité, l'intégralité, l'accessibilité, la transférabilité et la gestion publique. En outre, il garantit qu'aucun délai minimal de résidence n'est exigé pour l'admissibilité à l'aide sociale.

Les transferts fédéraux aux provinces et aux territoires ont contribué au premier plan à bâtir la nation. Au cours des dernières décennies, ils ont été des facteurs déterminants de la création et du maintien du système de soins de santé subventionné par l'État, de même que du réseau national de collèges et d'universités. À compter du présent exercice, les transferts fédéraux permettront également d'établir le nouveau territoire canadien, le Nunavut, en lui assurant les ressources financières dont il aura besoin pour offrir des services à sa population.

Les transferts fédéraux constituent une source importante de recettes pour les administrations provinciales. Par exemple, cette année, ils s'élèvent à 37,5 milliards de dollars et comptent pour 14 à 42 % des recettes totales des administrations provinciales (graphique 1).

**Graphique 1**

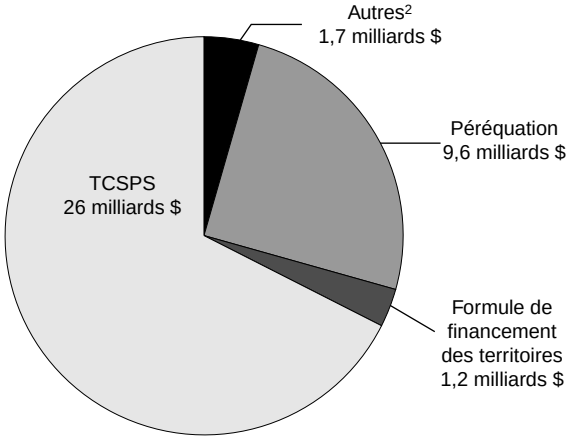
*Principaux transferts fédéraux en pourcentage des recettes provinciales, 1998-1999*




Le TCSPS, le programme de péréquation et la formule de financement des territoires comptent pour plus de 90 % de la totalité des transferts fédéraux aux provinces et aux territoires. Comme l'indique le graphique 2, la plus grande part revient de loin au TCSPS.

**Graphique 2**

*Total des transferts fédéraux[1], 1998-1999*
*37,5 milliards de dollars aux provinces et aux territoires*




1 Les paiements de péréquation liés aux transferts de points d'impôt en vertu du TCSPS sont inclus à la fois dans le TCSPS et la péréquation. Le total a été rajusté pour éviter le double comptage.
2 Le gouvernement offre aux provinces et aux territoires de l'aide en vertu d'autres programmes comme les langues officielles et les subventions tenant lieu d'impôt foncier.

## Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux

Le budget de 1995 annonçait la création d'un nouveau transfert à financement global, le TCSPS. Entré en vigueur le 1er avril 1996, ce nouveau transfert accordait aux provinces une plus grande marge de manœuvre au chapitre de la conception et de l'administration des programmes sociaux, de même que de la répartition des fonds suivant les priorités des divers programmes sociaux.

Le TCSPS a remplacé le Financement des programmes établis (FPE) pour la santé et l'éducation postsecondaire, de même que le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) en ce qui a trait à l'aide sociale et aux services sociaux.

Tout comme le FPE, le TCSPS constitue un transfert d'espèces et de points d'impôt, le premier étant un versement au comptant, tandis que le second désigne la réduction des points d'impôt que le gouvernement fédéral effectue pour que les provinces puissent augmenter d'autant leurs taux d'imposition. En 1977, le gouvernement fédéral

a transféré aux provinces et aux territoires 13,5 points de pourcentage sur le revenu des particuliers et 1 point de pourcentage sur celui des sociétés. Par conséquent, les recettes qui auraient renfloué les coffres du gouvernement fédéral ont été acheminées directement vers les caisses des administrations provinciales et territoriales. Les provinces et les territoires continuent de bénéficier de ce transfert de points d'impôt, dont la valeur est passée de 2,7 milliards de dollars en 1977 à 13,5 milliards en 1998-1999. Aujourd'hui, comme en 1997, le TCSPS est versé à parts égales, ou presque, sous forme d'espèces et de points d'impôt.

En 1977, les provinces ont convenu que les points d'impôt qui leur étaient transférés feraient partie de l'aide que le gouvernement fédéral leur accordait en matière de santé et de programmes d'éducation postsecondaire. Lors des discussions ayant mené à la conclusion des ententes relatives au FPE, les provinces ont présenté une déclaration de principe au gouvernement fédéral dans laquelle elles indiquaient :

> *« Les provinces proposent que la contribution fédérale au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux soit versée à part égale sous forme d'espèces et de points d'impôt … »* [traduction]

Bien que le mécanisme de prestation d'aide fédérale par le truchement de transferts en espèces et de transferts de points d'impôt soit différent, les deux types de transferts ont exactement la même incidence sur les finances des administrations fédérale et provinciales. Ils représentent des recettes auxquelles le gouvernement fédéral renonce, et une majoration des recettes des administrations provinciales et territoriales.

Dans son budget de 1996, le gouvernement fédéral fixait à 11 milliards de dollars le « plancher en espèces » du TCSPS de manière que la croissance de la valeur des transferts de points d'impôt ne vienne jamais gruger, et éventuellement éliminer, les transferts en espèces. En 1998, le gouvernement a adopté une loi portant sur le relèvement du plancher en espèces du TCSPS, qui est passé à 12,5 milliards de dollars.

## Le budget de 1999 et le TCSPS

Cette année, le budget renforce le TCSPS en augmentant de façon appréciable les transferts en espèces aux provinces et aux territoires; il précise de plus que les fonds supplémentaires devront être expressément affectés aux soins de santé.

Lors d'une réunion des premiers ministres tenue le 4 février 1999, tous les dirigeants provinciaux et territoriaux ont confirmé les engagements qu'ils avaient pris dans leur échange de lettres avec le premier ministre. Ils ont réaffirmé leur adhésion aux cinq principes de l'assurance-santé et leur engagement à affecter aux soins de santé tout crédit supplémentaire que leur verserait le gouvernement du Canada par l'intermédiaire du TCSPS, compte tenu de leurs priorités respectives en la matière. Ils se sont aussi engagés à rendre l'information sur le système de santé accessible aux Canadiens.

Le gouvernement fédéral se réjouit de cet engagement, soulignant qu'il témoigne d'une volonté constructive de la part des provinces et des territoires de collaborer avec lui pour combler les besoins des Canadiens en matière de santé. Poussant plus loin ces engagements et objectifs communs, le présent budget investit dans le régime d'assurance-santé par l'entremise du TCSPS.

Les transferts en espèces de 12,5 milliards de dollars qui sont actuellement accordés aux provinces et aux territoires en vertu du TCSPS seront majorés et devront être expressément appliqués aux soins de santé. Les crédits majorés seront distribués aux provinces et aux territoires à raison d'un montant égal par habitant.

Au cours des cinq prochaines années, les provinces et les territoires se partageront un montant supplémentaire de 11,5 milliards de dollars. Il s'agit du plus important investissement ponctuel jamais effectué par le présent gouvernement.

Cet investissement aidera les provinces et les territoires à donner suite aux préoccupations urgentes des Canadiens au chapitre des soins de santé, notamment les listes d'attente, l'engorgement des salles d'urgence et les services de diagnostic. Il contribuera également à bâtir un système de soins de santé plus solide, qui reflète les besoins changeants des Canadiens en matière de santé et qui repose sur un accès opportun à des soins de santé de haute qualité.

Les provinces et les territoires recevront des crédits qui leur permettront d'injecter 2 milliards de dollars supplémentaires dans les soins de santé en 1999-2000 et en 2000-2001, et 2,5 milliards supplémentaires pour chacune des trois autres années de la période quinquennale, comme le montre le tableau 1. Grâce à l'augmentation de 2,5 milliards de dollars, le budget du volet « santé » du TCSPS sera aussi élevé qu'il l'était avant l'amorce de la compression des dépenses, au milieu des années 1990.

Les transferts en espèces en vertu du TCSPS augmenteront de 1 milliard de dollars en 2000-2001, de 2 milliards en 2001-2002, et de 2,5 milliards en 2002-2003 et en 2003-2004, ce qui représente 8 milliards sur cinq ans.

Pour fournir le plus rapidement possible aux provinces et aux territoires le financement prévisible et croissant qu'ils sollicitent pour leur régime de soins de santé, un montant supplémentaire de 3,5 milliards de dollars sera versé dès le présent exercice à une fiducie administrée par une tierce partie, dès l'adoption des modifications proposées à la législation régissant le TCSPS pour 1998-1999. Ces crédits seront mis à la disposition des provinces et des territoires au cours des trois prochaines années.

On prévoit que ce supplément ponctuel du budget du TCSPS sera utilisé progressivement et de manière ordonnée, de sorte que l'aide totale au titre des soins de santé augmentera comme l'indique le tableau 1. Cela signifie que les provinces et les territoires pourront compter sur des fonds additionnels de 2 milliards de dollars l'an prochain, de 1 milliard en 2000-2001 et de 500 millions en 2001-2002.

Toutefois, la répartition des crédits supplémentaires pendant la période de trois ans pourra être modifiée pour répondre le mieux possible aux besoins de chaque province et territoire en matière de santé.

Tableau 1
*Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux*

| | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 | 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | (milliards $) | | | |
| Crédits supplémentaires pour les soins de santé | 2,0 | 2,0 | 2,5 | 2,5 | 2,5 | 11,5 |
| dont : | | | | | | |
| TCSPS | | 1,0 | 2,0 | 2,5 | 2,5 | 8,0 |
| Supplément de TCSPS[1] | 2,0 | 1,0 | 0,5 | | | 3,5 |
| Plancher actuel des transferts en espèces du TCSPS | 12,5 | 12,5 | 12,5 | 12,5 | 12,5 | 62,5 |
| Total des transferts en espèces du TCSPS | 14,5 | 14,5 | 15,0 | 15,0 | 15,0 | 74,0 |
| Transferts de points d'impôt du TCSPS | 13,9 | 14,4 | 15,0 | 15,6 | 16,4 | 75,3 |
| Total – TCSPS | 28,4 | 28,9 | 30,0 | 30,6 | 31,4 | 149,3 |

[1] Le gouvernement fédéral comptabilisera en 1998-1999 le montant supplémentaire de 3,5 milliards de dollars affecté au TCSPS. Les paiements seront effectués de manière à accorder un traitement équitable à toutes les administrations, quel que soit le moment où elles lèveront des fonds.

Si l'on ajoute à cela la valeur des transferts de points d'impôt en vertu du TCSPS, qui augmentera également au cours des cinq prochaines années, l'aide fédérale devrait totaliser 31,4 milliards de dollars en 2003-2004. Les transferts en vertu du TCSPS atteindront un nouveau sommet en 2001-2002, qui sera plus élevé encore qu'avant le début des compressions, au milieu des années 1990.

Les provinces et les territoires se partageront des transferts qui devraient totaliser près de 150 milliards de dollars pour les cinq prochaines années, dont 74 milliards en espèces.

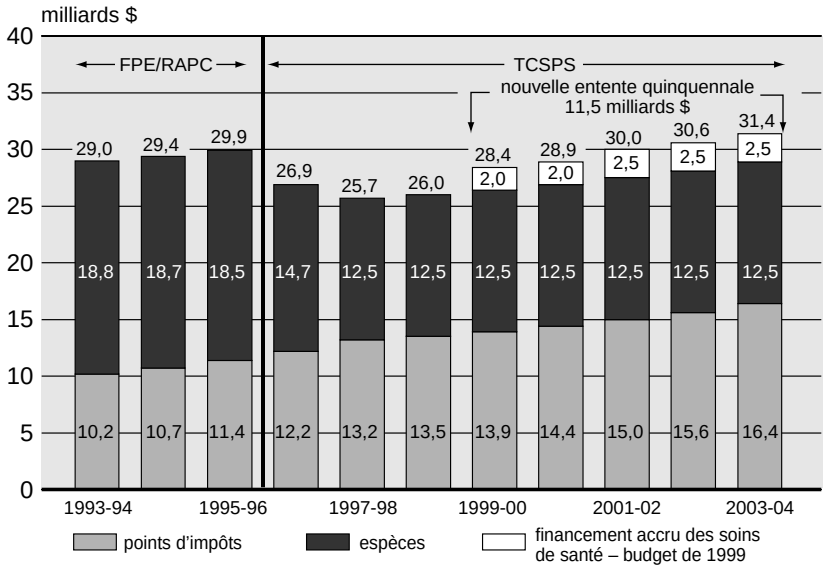
## Ententes de financement prévisible et stable

Ces investissements dans les soins de santé seront intégrés aux modifications apportées à la législation sur le TCSPS, ce qui garantira aux provinces et territoires un financement stable et prévisible pour les soins de santé et les autres services sociaux au cours des cinq prochaines années.

Pour la première fois, tous les grands transferts aux provinces et aux territoires suivront des plans quinquennaux communs, ce qui permettra aux provinces et aux territoires de faire des prévisions beaucoup plus fiables.

**Graphique 3**

*TCSPS : de 1993-1994 à 2003-2004*




Nota – L'augmentation de 11,5 milliards de dollars comprend un supplément de 3,5 milliards au titre du TCSPS, qui sera comptabilisé par le gouvernement fédéral en 1998-1999. Les versements pourraient varier au cours des trois années (de 1999-2000 à 2001-2002) selon les besoins en soins de santé de chaque province et territoire. Les paiements seront effectués de manière à traiter équitablement les provinces et les territoires, quel que soit l'échéancier d'encaissement.

## Soutien uniforme par habitant en vertu du TCSPS

À l'heure actuelle, la répartition des crédits du TCSPS entre les provinces présente des disparités quant au montant par habitant. Cette situation est attribuable en grande partie aux restrictions du programme qui a précédé le TCSPS, le RAPC. Le budget de 1999 élimine les écarts entre les montants par habitant transférés aux provinces et territoires en vertu du TCSPS.

Le RAPC était un programme à coût partagé en vertu duquel le gouvernement assumait la moitié de la plupart des coûts des programmes provinciaux d'aide sociale et de services sociaux. En 1990-1991, dans le cadre d'un vaste programme de compression des dépenses, le gouvernement fédéral a limité la croissance annuelle des versements effectués au titre du RAPC à 5 % pour l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Les sept autres provinces ont continué de bénéficier de l'entente non limitative de partage des coûts.

Même si au départ il devait s'agir d'une mesure temporaire d'une durée de deux ans, les versements effectués à l'Ontario, à l'Alberta et à la Colombie-Britannique en vertu du RAPC sont demeurés assujettis à des mesures de compression jusqu'en 1995-1996.

Lorsque le TCSPS est entré en vigueur en 1996, il a remplacé l'ancien programme de FPE pour la santé et l'enseignement post-secondaire, de même que le RAPC. En 1996-1997, les provinces ont reçu la même part du TCSPS que leurs parts combinées au titre des transferts effectués en vertu du FPE et du RAPC. Par conséquent, la disparité quant au montant par habitant imputable aux compressions imposées par le RAPC s'est retrouvée dans le TCSPS.

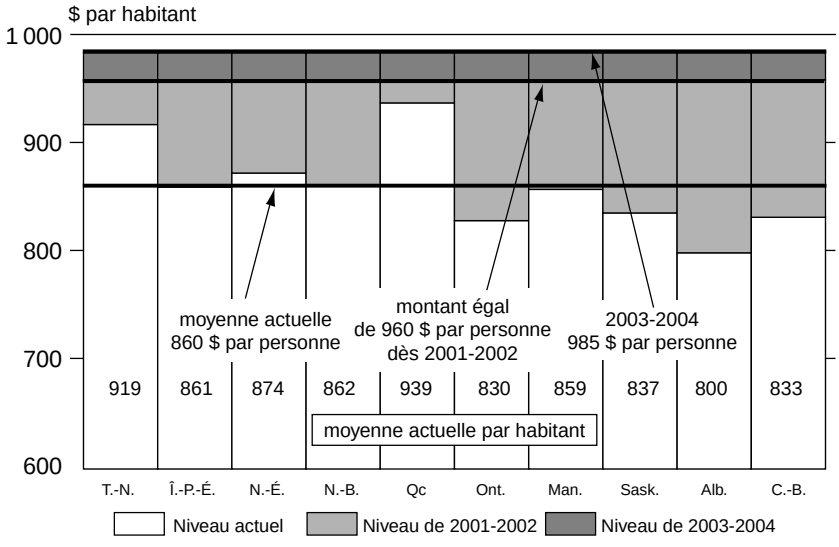
Dans le budget de 1996, le gouvernement a annoncé que ces disparités entre les provinces seraient progressivement réduites de moitié d'ici 2002-2003, soit dans quatre ans.

Le présent budget prévoit l'élimination complète de ces disparités dans trois ans, soit d'ici 2001-2002. Les provinces et les territoires recevront alors le même montant par habitant en vertu du TCSPS, ce qui se traduira par un montant d'aide équivalent pour tous les Canadiens en matière de santé et de services sociaux, quel que soit leur lieu de résidence. De plus, les nouvelles augmentations prévues par ce budget au chapitre du TCSPS seront réparties également, par habitant, entre chaque province et territoire.

À l'heure actuelle, l'aide versée aux provinces se situe entre 939 $ par habitant au Québec et 800 $ par habitant en Alberta, comme l'indique le graphique 4. En 2001-2002, toutes les provinces recevront des transferts égaux de 960 $ par habitant. Les disparités de financement qui prévalent aujourd'hui entre les provinces seront entièrement éliminées. En 2003-2004, grâce au financement accru que prévoit ce budget, chaque province touchera 985 $ par habitant.

**Graphique 4**

*Droits provinciaux par habitant en vertu du TCSPS*




## Péréquation

Le programme de péréquation a joué un rôle important dans la définition de la fédération canadienne. Les régions du pays ne connaissent pas toutes la même prospérité, et les provinces ne peuvent pas toutes tirer les même recettes pour les aider à financer les services publics. La péréquation permet donc aux provinces moins prospères d'obtenir une aide financière qui garantit que les Canadiens bénéficient de services publics comparables, quelle que soit la région où ils habitent.

Instaurée il y a 42 ans, la péréquation constitue un transfert unique aux provinces, car son objectif est enchâssé dans la Constitution canadienne :

> *« Le Parlement et le gouvernement du Canada prennent l'engagement de principe de faire des paiements de péréquation propres à donner aux gouvernements provinciaux des revenus suffisants pour les mettre en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables. » [paragraphe 36(2)].*

À l'heure actuelle, sept provinces sont admissibles à des paiements de péréquation : Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Québec, le Manitoba et la Saskatchewan. Trois provinces ne le sont pas : l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Les paiements de péréquation sont effectués sans condition, et les provinces bénéficiaires peuvent affecter ces fonds comme bon leur semble. Conjugués au TCSPS, ces paiements jouent un rôle important pour aider les provinces à maintenir et à améliorer la qualité des services publics, y compris des soins de santé.

Compte tenu de l'importance de ce programme pour les provinces moins prospères, la péréquation est l'un des rares programmes fédéraux qui n'ont pas été assujettis à des mesures de compression au cours des cinq dernières années.

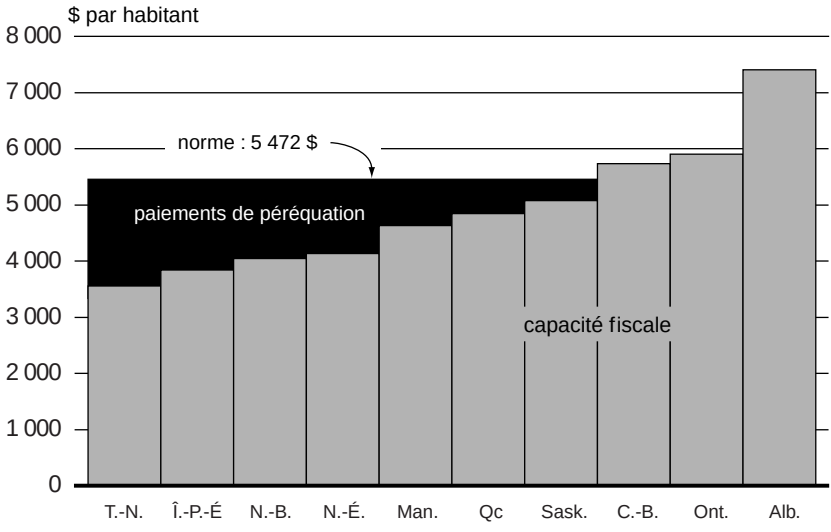
## Calcul des paiements de péréquation

Les paiements de péréquation sont établis d'après une formule énoncée dans la législation fédérale. Les provinces dont la capacité de financement est inférieure à une norme reçoivent des transferts de péréquation du gouvernement fédéral pour leur permettre de relever leur capacité financière par habitant au niveau de la norme :

- La capacité de tirer des recettes de chaque province (ou « capacité financière ») est évaluée en fonction de sa capacité de tirer des recettes de plus de 30 sources (ou assiettes fiscales) – y compris l'impôt sur le revenu des particuliers, l'impôt sur les sociétés, les taxes de vente, l'impôt foncier, de même que de nombreuses autres sources – en supposant qu'elle utilise des taux d'impôt moyens pour chaque source.
- La norme mesure la capacité de tirer des recettes des cinq provinces à « revenu moyen », nommément le Québec, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique.
- Les paiements de péréquation ont pour objet d'élever à la norme la situation des provinces les moins prospères. (graphique 5).

**Graphique 5**

*Formule de péréquation*
*1998-1999*




Lorsque la capacité financière d'une province admissible diminue par rapport à la norme en raison d'un ralentissement de son économie, son transfert de péréquation est automatiquement majoré. Par contre, lorsque sa capacité financière augmente par rapport à la norme à cause de la croissance de son économie, son transfert de péréquation diminue. Ainsi, le programme de péréquation stabilise automatiquement les recettes des gouvernements provinciaux.

Les paiements de péréquation sont assujettis à des dispositions de plafonnement et de seuil. Le plafond a pour but de protéger le gouvernement fédéral contre la croissance inabordable des paiements, tandis que le seuil protège chaque province contre les diminutions annuelles importantes des paiements.

## Reconduction de la péréquation

La législation relative à la péréquation est renouvelée aux cinq ans. Le gouvernement fédéral et les provinces ont collaboré au cours des deux dernières années pour revoir le programme de manière qu'il continue de mesurer le plus exactement possible les écarts entre les provinces au chapitre de la capacité financière. À cette fin, un projet de loi a été récemment déposé au Parlement pour apporter des améliorations à certaines assiettes fiscales, notamment :

- l'assiette de la taxe de vente : la nouvelle assiette tiendra compte des régimes de taxe de vente à valeur ajoutée au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, et des régimes classiques de taxe de vente au détail dans cinq autres provinces;
- l'assiette du jeu : pour tenir compte de façon précise des écarts de capacité financière découlant des jeux de hasard, une assiette applicable aux appareils de loterie vidéo et aux casinos sera ajoutée à l'assiette existante des billets de loterie;
- les assiettes des ressources naturelles : la nouvelle méthode tiendra compte de la valeur de la production de produits forestiers et de gaz naturel comme mesure de la capacité financière, par opposition au volume de production appliqué actuellement.

Une fois adoptées, ces améliorations permettront d'ajouter environ 48 millions de dollars aux versements aux provinces en 1999-2000, et près de 242 millions en 2003-2004. Au cours des cinq prochaines années, ces améliorations permettront de verser quelque 700 millions de plus aux provinces admissibles à la péréquation.

## Mise à jour des estimations

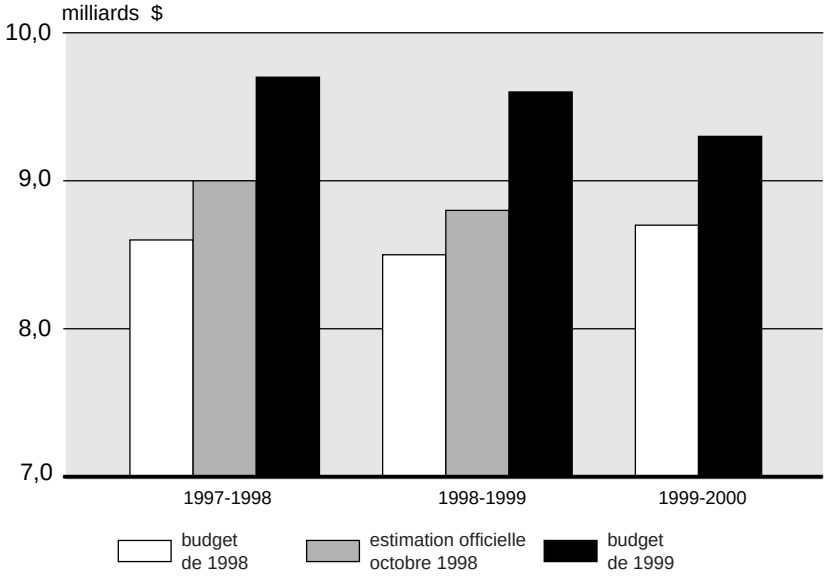
Les estimations au titre de la péréquation sont mises à jour deux fois par année, à mesure que des données à la fois nouvelles et améliorées sur l'évolution de l'économie et de son incidence sur les recettes des provinces sont diffusées. Pour 1998-1999, les estimations officielles établies dans le dernier budget indiquaient que le gouvernement fédéral verserait 8,5 milliards de dollars en paiements de péréquation aux provinces admissibles.

En raison de la conjoncture économique – plus particulièrement de la forte croissance enregistrée en Ontario, qui a fait relever la norme de péréquation – les plus récentes données révisées révèlent que les paiements de péréquation augmenteront sensiblement. Chacune des estimations initiales de 8,6 milliards de dollars pour 1997-1998 et de 8,5 milliards pour 1998-1999 ont été majorées de 1,1 milliard pour atteindre 9,7 milliards et 9,6 milliards respectivement (graphique 6). Ce montant supplémentaire de 2,2 milliards sera versé aux provinces dès cette année. Combiné à l'estimation initiale de 8,5 milliards pour 1998-1999, ce montant se traduira par un paiement total de 10,7 milliards pour l'année.

Une tranche de 1,6 milliard de dollars de l'augmentation de 2,2 milliards s'ajoute aux estimations officielles fournies aux provinces en octobre dernier. Ce montant de 1,6 milliard sera fourni sous forme de paiement supplémentaire ponctuel en espèces qui sera remis aux provinces en mars. Le reste de l'augmentation, soit 600 millions, a déjà été versé aux provinces admissibles.

**Graphique 6**

*Révisions des estimations de péréquation*



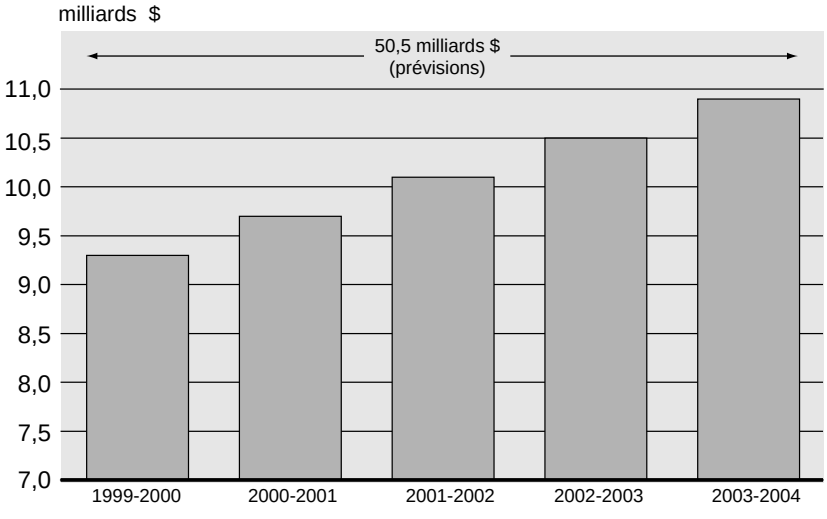

Pour 1999-2000, la révision de ces données signifie que les projections au titre des paiements de péréquation dépassent également de 600 millions de dollars les prévisions établies dans le dernier budget.

Les paiements de péréquation augmentent habituellement pour refléter la croissance de l'économie du Canada. Compte tenu de l'effet de la croissance économique, ainsi que de l'augmentation découlant de l'élargissement de l'assiette fiscale, les paiements devraient atteindre 10,9 milliards de dollars en 2003-2004, c'est-à-dire que 50 milliards devraient être transférés aux provinces dans le cadre de la nouvelle entente quinquennalle (graphique 7), soit 5 millards de plus qu'au cours des cinq dernières années.

Par conséquent, de nouvelles ressources substantielles seront attribuées à la plupart des provinces admissibles à la péréquation pour des services publics, y compris les soins de santé, cette année et au cours des prochaines années.

**Graphique 7**

*Péréquation : nouvelle entente quinquennale*




## Aide financière pour les territoires

Les territoires bénéficient d'un programme fédéral de financement spécialement conçu pour tenir compte du coût élevé des services publics dans le Grand Nord, de la croissance démographique rapide et des assises économiques moins développées qui limitent la capacité de tirer des recettes. Le programme tient aussi compte de la vaste étendue des territoires et de leur faible population. Il protège en outre les territoires contre les diminutions importantes des recettes.

La formule de financement des territoires constitue la principale source de recettes pour les administrations territoriales. Elle est conçue de manière à respecter leurs aspirations à vouloir davantage d'autonomie et de responsabilisation vis-à-vis de leur population. Elle comporte un incitatif financier visant à promouvoir l'activité économique et à encourager une plus grande autonomie des territoires.

## Nouvelles ententes de financement

De nouvelles ententes de financement ont été conclues pour les Territoires du Nord-Ouest et pour le nouveau territoire du Nunavut. Ces ententes entreront en vigueur le 1er avril 1999. Elles ont été signées à la suite de vastes consultations avec les administrations et les peuples du Nord. Ces ententes garantissent un financement stable et prévisible en vue d'une saine planification financière. Une entente de financement semblable avec le Yukon devrait bientôt entrer en vigueur.

En 1999-2000, le gouvernement fédéral transférera près de 1,3 milliard de dollars aux trois administrations territoriales : 500 millions au Nunavut, 490 millions aux Territoires du Nord-Ouest et 300 millions au Yukon. Au cours des cinq prochaines années, ces transferts devraient totaliser environ 6,9 milliards de dollars et ils garantiront aux territoires le financement dont ils ont besoin pour offrir des soins de santé et d'autres services publics aux Canadiens du Nord. Les territoires profiteront également de la bonification du TCSPS.

## Autres transferts fédéraux aux provinces et aux territoires

Outre le TCSPS, la péréquation et la formule de financement des territoires, qui constituent la majeure partie des transferts aux provinces et aux territoires, le gouvernement fédéral offre aussi une aide financière en vertu de nombreux autres programmes de transferts. Ces derniers totalisent 1,7 milliard de dollars en 1998-1999 et englobent les langues officielles dans l'enseignement, les subventions aux municipalités tenant lieu d'impôt foncier, les accords d'aide financière en cas de catastrophe, de même que les programmes suivants qui sont administrés par le ministère des Finances.

## Programme de stabilisation fiscale

Instauré en 1967, le Programme de stabilisation fiscale vise à dédommager les provinces dont les recettes chutent d'une année à l'autre en raison de la conjoncture économique. Il ne vise pas la diminution des recettes attribuable à l'évolution de la politique fiscale des provinces ou à la fluctuation des taux d'impôt. Une province est admissible à des paiements de stabilisation si, en raison de sa situation économique, ses recettes diminuent de plus de 5 % au cours d'une année. Cette aide est plafonnée à 60 $ par habitant.

## Programme de paiements de garantie des recettes provinciales au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers

Le Programme de garantie des recettes protège les provinces parties à des accords de perception fiscale contre les diminutions importantes de recettes attribuables à la modification de la politique fédérale de l'impôt sur le revenu des particuliers. Ce programme permet de dédommager une province dans la mesure où, au cours d'une année, une modification apportée à la politique fédérale réduit les recettes que tire la province de l'impôt sur le revenu des particuliers dans une proportion supérieure à 1 % de l'impôt fédéral de base dans cette province.

## Subventions législatives

Les subventions législatives représentent les plus anciens paiements de transfert fédéraux aux provinces. En vertu de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867*, les quatre premières provinces membres de la Confédération (la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Québec et l'Ontario) devaient recevoir certains paiements annuels du gouvernement fédéral. Des accords semblables ont été conclus avec les provinces qui sont par la suite entrées dans la Confédération. À l'heure actuelle, ces paiements totalisent environ 30 millions de dollars par année.

# Annexe A

# Principaux tableaux Principaux transferts fédéraux aux provinces et aux territoires

## Estimations de février 1999

Tableau 1
*Augmentation du total des transferts : TCSPS/Péréquation/FFT (espèces et points d'impôt) – Estimations*

| | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | (millions $) | | |
| TOTAL | 37 977 | 38 802 | 40 312 | 41 367 | 42 499 |
| T.-N. | 1 416 | 1 432 | 1 457 | 1 486 | 1 518 |
| Î.-P-É. | 327 | 334 | 349 | 361 | 369 |
| N.-É. | 2 002 | 2 068 | 2 141 | 2 205 | 2 275 |
| N.-B. | 1 648 | 1 686 | 1 739 | 1 783 | 1 823 |
| Qc | 11 020 | 11 236 | 11 517 | 11 839 | 12 148 |
| ONT. | 10 600 | 10 836 | 11 389 | 11 674 | 11 991 |
| MAN. | 1 924 | 1 953 | 1 994 | 2 018 | 2 068 |
| SASK. | 1 210 | 1 233 | 1 285 | 1 318 | 1 362 |
| ALB. | 2 669 | 2 727 | 2 885 | 2 951 | 3 023 |
| C.-B. | 3 765 | 3 873 | 4 090 | 4 216 | 4 352 |
| YUKON | 332 | 337 | 349 | 363 | 375 |
| T.N-O. | 532 | 535 | 547 | 565 | 585 |
| NUNAVUT | 533 | 551 | 569 | 589 | 610 |

Tableau 2
*Croissance de la péréquation – Estimations*

| | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 | Total 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | (millions $) | | | |
| TOTAL | 9 288 | 9 696 | 10 094 | 10 492 | 10 892 | 50 462 |
| Améliorations techniques[1] | 48 | 96 | 144 | 192 | 242 | 722 |
| T.-N. | 1 003 | 1 025 | 1 050 | 1 078 | 1 108 | 5 264 |
| Améliorations techniques | 3 | 6 | 9 | 11 | 14 | 43 |
| Î.-P.-É. | 222 | 229 | 241 | 251 | 258 | 1 201 |
| Améliorations techniques | 1 | 1 | 2 | 3 | 3 | 10 |
| N.-É. | 1 239 | 1 305 | 1 358 | 1 414 | 1 473 | 6 790 |
| Améliorations techniques | 10 | 20 | 31 | 41 | 51 | 153 |
| N.-B. | 1 054 | 1 094 | 1 130 | 1 169 | 1 202 | 5 648 |
| Améliorations techniques | 1 | 1 | 2 | 3 | 4 | 11 |
| Qc | 4 464 | 4 690 | 4 931 | 5 162 | 5 365 | 24 612 |
| Améliorations techniques | 38 | 75 | 113 | 151 | 189 | 566 |
| MAN. | 929 | 955 | 965 | 974 | 1 008 | 4 832 |
| Améliorations techniques | -7 | -15 | -22 | -30 | -37 | -111 |
| SASK. | 377 | 399 | 420 | 444 | 477 | 2 117 |
| Améliorations techniques | 3 | 6 | 9 | 11 | 14 | 43 |

[1] Les montants en caractères gras comprennent la valeur des améliorations techniques.

Tableau 3
*TCSPS : Crédits supplémentaires de 11,5 milliards $ pour les soins de santé*
*Montant égal par habitant pour chaque province et territoire – Estimations*

| | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 | Total 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL (millions $) | 2 000 | 2 000 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 11 500[1] |
| Montant annuel par habitant ($) | 65 | 65 | 80 | 79 | 78 | |
| | | | (millions $) | | | |
| T.-N. | 35 | 35 | 42 | 42 | 41 | 195 |
| Î.-P-.É. | 9 | 9 | 11 | 11 | 11 | 51 |
| N.-É. | 61 | 61 | 76 | 75 | 75 | 348 |
| N.-B. | 49 | 49 | 61 | 60 | 59 | 278 |
| Qc | 482 | 479 | 596 | 592 | 589 | 2 738 |
| ONT. | 755 | 757 | 949 | 953 | 956 | 4 370 |
| MAN. | 75 | 74 | 92 | 92 | 91 | 425 |
| SASK. | 67 | 67 | 83 | 82 | 81 | 379 |
| ALB. | 192 | 192 | 241 | 241 | 241 | 1 107 |
| C.-B. | 268 | 270 | 341 | 344 | 347 | 1 570 |
| YUKON | 2 | 2 | 3 | 3 | 3 | 12 |
| T. N.-O. | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 16 |
| NUNAVUT | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 10 |

[1] Ce montant comprend un supplément de 3,5 milliards de dollars, que le gouvernement fédéral comptabilisera en 1998-1999. On prévoit que les provinces prélèveront ce supplément ponctuel du TCSPS à raison de 2 milliards en 1999-2000, de 1 milliard en 2000-2001 et de 0,5 milliard en 2001-2002.

Tableau 4
*Montant égal pour tous les Canadiens en vertu du TCSPS d'ici 2001-2002 – Estimations*

| | | | Montant égal par habitant | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
| | | | ($ par habitant) | | |
| T.-N. | 948 | 951 | 960 | 971 | 985 |
| Î.-P.-É. | 928 | 934 | 960 | 971 | 985 |
| N.-É. | 933 | 938 | 960 | 971 | 985 |
| N.-B. | 929 | 935 | 960 | 971 | 985 |
| Qc | 954 | 956 | 960 | 971 | 985 |
| ONT. | 918 | 926 | 960 | 971 | 985 |
| MAN. | 928 | 934 | 960 | 971 | 985 |
| SASK. | 920 | 928 | 960 | 971 | 985 |
| ALB. | 908 | 917 | 960 | 971 | 985 |
| C.-B. | 919 | 927 | 960 | 971 | 985 |

Tableau 5
*TCSPS : Montant égal par habitant d'ici 2001-2002*
*Péréquation : Aide accrue pour les provinces moins prospères – Estimations*

| | | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | (part du total national-pourcentage) | | | | |
| T.-N. | Total des transferts | 3,7 | 3,7 | 3,6 | 3,6 | 3,6 |
| | Population | 1,8 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,6 |
| | TCSPS | 1,8 | 1,8 | 1,7 | 1,7 | 1,6 |
| | Péréquation | 10,8 | 10,6 | 10,4 | 10,3 | 10,2 |
| Î.-P.-É. | Total des transferts | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 |
| | Population | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| | TCSPS | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| | Péréquation | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 |
| N.-É. | Total des transferts | 5,3 | 5,3 | 5,3 | 5,3 | 5,4 |
| | Population | 3,1 | 3,1 | 3,0 | 3,0 | 3,0 |
| | TCSPS | 3,1 | 3,1 | 3,0 | 3,0 | 3,0 |
| | Péréquation | 13,3 | 13,5 | 13,5 | 13,5 | 13,5 |
| N.-B. | Total des transferts | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 |
| | Population | 2,5 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 |
| | TCSPS | 2,5 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 |
| | Péréquation | 11,3 | 11,3 | 11,2 | 11,1 | 11,0 |
| Qc | Total des transferts | 29,0 | 29,0 | 28,6 | 28,6 | 28,6 |
| | Population | 24,1 | 24,0 | 23,8 | 23,7 | 23,6 |
| | TCSPS | 24,8 | 24,5 | 23,8 | 23,7 | 23,6 |
| | Péréquation | 48,1 | 48,4 | 48,9 | 49,2 | 49,3 |
| ONT. | Total des transferts | 27,9 | 27,9 | 28,3 | 28,2 | 28,2 |
| | Population | 37,7 | 37,9 | 38,0 | 38,1 | 38,2 |
| | TCSPS | 37,3 | 37,5 | 38,0 | 38,1 | 38,2 |
| MAN. | Total des transferts | 5,1 | 5,0 | 4,9 | 4,9 | 4,9 |
| | Population | 3,7 | 3,7 | 3,7 | 3,7 | 3,7 |
| | TCSPS | 3,7 | 3,7 | 3,7 | 3,7 | 3,7 |
| | Péréquation | 10,0 | 9,9 | 9,6 | 9,3 | 9,3 |

Tableau 5 *(suite)*
*TCSPS : Montant égal par habitant d'ici 2001-2002*
*Péréquation : Aide accrue pour les provinces moins prospères – Estimations*

| | | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | (part du total national-pourcentage) | | | | |
| SASK. | Total des transferts | 3,2 | 3,2 | 3,2 | 3,2 | 3,2 |
| | Population | 3,4 | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,2 |
| | TCSPS | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,2 |
| | Péréquation | 4,1 | 4,1 | 4,2 | 4,2 | 4,4 |
| ALB. | Total des transferts | 7,0 | 7,0 | 7,2 | 7,1 | 7,1 |
| | Population | 9,6 | 9,6 | 9,6 | 9,6 | 9,6 |
| | TCSPS | 9,4 | 9,4 | 9,6 | 9,6 | 9,6 |
| C.-B. | Total des transferts | 9,9 | 10,0 | 10,1 | 10,2 | 10,2 |
| | Population | 13,4 | 13,5 | 13,6 | 13,8 | 13,9 |
| | TCSPS | 13,3 | 13,4 | 13,6 | 13,8 | 13,9 |
| YUKON | Total des transferts | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 |
| | Population | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| | TCSPS | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| | FFT | 23,2 | 23,1 | 23,2 | 23,3 | 23,3 |
| T. N.-O. | Total des transferts | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 |
| | Population | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| | TCSPS | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| | FFT | 37,9 | 37,4 | 37,0 | 37,0 | 37,0 |
| NUNAVUT | Total des transferts | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 |
| | Population | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| | TCSPS | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| | FFT | 38,9 | 39,5 | 39,7 | 39,7 | 39,7 |

# Annexe B

# Tableaux supplémentaires Principaux transferts fédéraux aux provinces et aux territoires

## Estimations de février 1999

Tableau 1
*Principaux transferts aux provinces et aux territoires – 1993-1994 à 2003-2004*
*TCSPS, péréquation, formule de financement des territoires*

| | | 1993-1994[1] | 1994-1995[1] | 1995-1996[1] | 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | (millions de $) | | | | | | | | | | |
| T.-N. | Points d'Impôt – TCSPS | 193 | 199 | 208 | 216 | 228 | 228 | 230 | 238 | 245 | 252 | 261 |
| | Espèces – TCSPS | 415 | 425 | 413 | 345 | 282 | 272 | 281 | 271 | 265 | 260 | 254 |
| | Péréquation | 900 | 958 | 932 | 1 016 | 1 088 | 1 040 | 1 003 | 1 025 | 1 050 | 1 078 | 1 108 |
| | Total | 1 427 | 1 502 | 1 471 | 1 484 | 1 495 | 1 440 | 1 416 | 1 432 | 1 457 | 1 486 | 1 518 |
| Î.-P.-É. | Points d'impôt – TCSPS | 44 | 46 | 49 | 52 | 56 | 57 | 59 | 61 | 64 | 67 | 70 |
| | Espèces – TCSPS | 91 | 89 | 88 | 71 | 61 | 60 | 69 | 68 | 69 | 69 | 68 |
| | Péréquation | 175 | 192 | 192 | 206 | 233 | 222 | 222 | 229 | 241 | 251 | 258 |
| | Total | 294 | 311 | 313 | 311 | 328 | 317 | 327 | 334 | 349 | 361 | 369 |
| N.-É. | Points d'impôt – TCSPS | 308 | 320 | 340 | 358 | 385 | 392 | 401 | 419 | 436 | 455 | 476 |
| | Espèces – TCSPS | 638 | 633 | 624 | 508 | 432 | 426 | 476 | 467 | 473 | 468 | 463 |
| | Péréquation | 889 | 1 065 | 1 137 | 1 175 | 1 301 | 1 255 | 1 239 | 1 305 | 1 358 | 1 414 | 1 473 |
| | Total | 1 758 | 1 933 | 2 009 | 1 938 | 2 003 | 1 960 | 2 002 | 2 068 | 2 141 | 2 205 | 2 275 |
| N.-B. | Points d'impôt – TCSPS | 250 | 260 | 276 | 290 | 310 | 315 | 322 | 335 | 348 | 362 | 378 |
| | Espèces – TCSPS | 510 | 501 | 493 | 401 | 337 | 333 | 378 | 371 | 378 | 373 | 368 |
| | Péréquation | 835 | 927 | 876 | 989 | 1 093 | 1 077 | 1 054 | 1 094 | 1 130 | 1 169 | 1 202 |
| | Total | 1 519 | 1 610 | 1 564 | 1 585 | 1 633 | 1 619 | 1 648 | 1 686 | 1 739 | 1 783 | 1 823 |
| Qc | Points d'impôt – TCSPS | 2 396 | 2 498 | 2 654 | 2 800 | 3 006 | 3 074 | 3 147 | 3 287 | 3 426 | 3 576 | 3 744 |
| | Espèces – TCSPS | 5 571 | 5 550 | 5 481 | 4 512 | 3 890 | 3 808 | 3 888 | 3 797 | 3 718 | 3 684 | 3 649 |
| | Péréquation | 3 878 | 3 965 | 4 307 | 4 130 | 4 820 | 4 618 | 4 464 | 4 690 | 4 931 | 5 162 | 5 365 |
| | Total | 11 508 | 11 658 | 12 068 | 11 036 | 11 233 | 11 018 | 11 020 | 11 236 | 11 517 | 11 839 | 12 148 |
| ONT. | Points d'impôt – TCSPS | 4 020 | 4 199 | 4 525 | 4 864 | 5 345 | 5 499 | 5 664 | 5 836 | 6 087 | 6 354 | 6 654 |
| | Espèces – TCSPS | 6 300 | 6 337 | 6 214 | 4 787 | 3 909 | 3 954 | 4 936 | 5 000 | 5 302 | 5 319 | 5 337 |
| | Total | 10 320 | 10 536 | 10 739 | 9 651 | 9 253 | 9 453 | 10 600 | 10 836 | 11 389 | 11 674 | 11 991 |
| MAN. | Points d'impôt – TCSPS | 372 | 387 | 414 | 436 | 468 | 478 | 489 | 510 | 532 | 555 | 580 |
| | Espèces – TCSPS | 761 | 745 | 737 | 598 | 506 | 502 | 574 | 564 | 577 | 571 | 565 |
| | Péréquation | 901 | 1 085 | 1 051 | 1 111 | 1 016 | 960 | 929 | 955 | 965 | 974 | 1 008 |
| | Total | 1 951 | 2 134 | 2 113 | 2 053 | 1 919 | 1 870 | 1 924 | 1 953 | 1 994 | 2 018 | 2 068 |

Tableau 1 *(suite)*
*Principaux transferts aux provinces et aux territoires – 1993-1994 à 2003-2004*
*TCSPS, péréquation, formule de financement des territoires*

| | | 1993-1994[1] | 1994-1995[1] | 1995-1996[1] | 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | (millions de $) | | | | | | | | | | |
| SASK. | Points d'impôt – TCSPS | 335 | 354 | 372 | 403 | 421 | 430 | 439 | 457 | 475 | 494 | 516 |
| | Espèces – TCSPS | 634 | 630 | 632 | 499 | 429 | 428 | 507 | 498 | 515 | 509 | 502 |
| | Péréquation | 486 | 413 | 264 | 224 | 117 | 407 | 377 | 399 | 420 | 444 | 477 |
| | Total | 1 349 | 1 293 | 1 166 | 1 009 | 854 | 1 151 | 1 210 | 1 233 | 1 285 | 1 318 | 1 362 |
| ALB. | Points d'impôt – TCSPS | 958 | 1 015 | 1 093 | 1 202 | 1 346 | 1 387 | 1 428 | 1 471 | 1 534 | 1 601 | 1 676 |
| | Espèces – TCSPS | 1 625 | 1 498 | 1 482 | 1 112 | 890 | 937 | 1 241 | 1 256 | 1 352 | 1 349 | 1 347 |
| | Total | 2 583 | 2 512 | 2 574 | 2 314 | 2 236 | 2 324 | 2 669 | 2 727 | 2 885 | 2 951 | 3 023 |
| C.-B. | Points d'impôt – TCSPS | 1 271 | 1 338 | 1 438 | 1 500 | 1 574 | 1 624 | 1 674 | 1 725 | 1 800 | 1 879 | 1 968 |
| | Espèces – TCSPS | 2 190 | 2 235 | 2 235 | 1 843 | 1 700 | 1 720 | 2 091 | 2 148 | 2 291 | 2 337 | 2 385 |
| | Total | 3 461 | 3 574 | 3 673 | 3 343 | 3 275 | 3 343 | 3 765 | 3 873 | 4 090 | 4 216 | 4 352 |
| YUKON | Points d'impôt – TCSPS | 10 | 10 | 11 | 12 | 12 | 12 | 12 | 13 | 13 | 14 | 14 |
| | Espèces – TCSPS | 24 | 23 | 22 | 19 | 18 | 17 | 19 | 19 | 19 | 20 | 20 |
| | FFT | 290 | 286 | 288 | 286 | 298 | 296 | 301 | 305 | 317 | 329 | 341 |
| | Total | 324 | 319 | 321 | 316 | 328 | 326 | 332 | 337 | 349 | 363 | 375 |
| T. N.-O. | Points d'impôt – TCSPS | 24 | 25 | 26 | 26 | 25 | 26 | 20 | 20 | 21 | 22 | 23 |
| | Espèces – TCSPS | 50 | 53 | 55 | 47 | 45 | 43 | 20 | 20 | 20 | 21 | 21 |
| | FFT | 864 | 885 | 899 | 893 | 892 | 886 | 493 | 495 | 506 | 523 | 541 |
| | Total | 938 | 964 | 980 | 965 | 962 | 954 | 532 | 535 | 547 | 565 | 585 |
| NUNAVUT | Points d'impôt – TCSPS | | | | | | | 7 | 7 | 7 | 8 | 8 |
| | Espèces – TCSPS | | | | | | | 21 | 21 | 19 | 20 | 20 |
| | FFT | | | | | | | 505 | 523 | 543 | 561 | 582 |
| | Total | | | | | | | 533 | 551 | 569 | 589 | 610 |
| TOTAL | Points d'impôt – TCSPS | 10 181 | 10 651 | 11 406 | 12 159 | 13 174 | 13 521 | 13 891 | 14 379 | 14 988 | 15 639 | 16 367 |
| | Espèces – TCSPS | 18 810 | 18 719 | 18 476 | 14 741 | 12 500 | 12 500 | 14 500 | 14 500 | 15 000 | 15 000 | 15 000 |
| | Péréquation | 8 063 | 8 607 | 8 759 | 8 849 | 9 670 | 9 579 | 9 288 | 9 696 | 10 094 | 10 492 | 10 892 |
| | FFT | 1 153 | 1 172 | 1 187 | 1 178 | 1 190 | 1 182 | 1 299 | 1 324 | 1 365 | 1 413 | 1 464 |
| | Total | 37 433 | 38 345 | 38 992 | 36 005 | 35 519 | 35 775 | 37 977 | 38 802 | 40 312 | 41 367 | 42 499 |

[1] Le Financement des programmes établis (FPE) et le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) étaient en vigueur avant 1996-1997 et ont été remplacés par le TCSPS.

Nota – La péréquation associée au transfert de points d'impôt en vertu du TCSPS est incluse dans les données du TCSPS et dans celles de la péréquation. Les totaux ont été ajustés pour éviter le double compte.

Les données pour la période de 1999-2000 à 2003-2004 sont des estimations.

Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre.

Tableau 2
*Principaux transferts aux provinces et aux territoires*
*Montant par habitant TCSPS, péréquation, formule de financement des territoires – 1993-1994 à 2003-2004*

| | | 1993-1994[1] | 1994-1995[1] | 1995-1996[1] | 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | (millions de $) | | | | | | | | | | |
| T.-N. | TCSPS | 1 041 | 1 073 | 1 089 | 999 | 922 | 919 | 948 | 951 | 960 | 971 | 985 |
| | Péréquation | 1 540 | 1 648 | 1 619 | 1 810 | 1 966 | 1 913 | 1 860 | 1 915 | 1 977 | 2 044 | 2 117 |
| | Total | 2 443 | 2 582 | 2 563 | 2 646 | 2 701 | 2 648 | 2 626 | 2 676 | 2 744 | 2 818 | 2 900 |
| Î.-P.-É. | TCSPS | 1 016 | 1 005 | 1 021 | 910 | 858 | 861 | 928 | 934 | 960 | 971 | 985 |
| | Péréquation | 1 313 | 1 427 | 1 422 | 1 513 | 1 709 | 1 629 | 1 619 | 1 658 | 1 730 | 1 797 | 1 836 |
| | Total | 2 212 | 2 314 | 2 316 | 2 284 | 2 406 | 2 329 | 2 385 | 2 418 | 2 510 | 2 580 | 2 625 |
| N.-É. | TCSPS | 1 017 | 1 020 | 1 036 | 931 | 873 | 874 | 933 | 938 | 960 | 971 | 985 |
| | Péréquation | 956 | 1 141 | 1 214 | 1 262 | 1 391 | 1 341 | 1 318 | 1 383 | 1 434 | 1 488 | 1 545 |
| | Total | 1 891 | 2 069 | 2 151 | 2 083 | 2 141 | 2 094 | 2 130 | 2 191 | 2 260 | 2 320 | 2 386 |
| N.-B. | TCSPS | 1 007 | 1 004 | 1 020 | 917 | 859 | 862 | 929 | 935 | 960 | 971 | 985 |
| | Péréquation | 1 105 | 1 224 | 1 155 | 1 313 | 1 450 | 1 431 | 1 398 | 1 448 | 1 493 | 1 543 | 1 586 |
| | Total | 2 012 | 2 126 | 2 068 | 2 105 | 2 168 | 2 152 | 2 185 | 2 232 | 2 299 | 2 355 | 2 406 |
| Qc | TCSPS | 1 101 | 1 104 | 1 119 | 1 006 | 944 | 939 | 954 | 956 | 960 | 971 | 985 |
| | Péréquation | 536 | 544 | 586 | 568 | 660 | 630 | 606 | 633 | 663 | 690 | 715 |
| | Total | 1 591 | 1 600 | 1 653 | 1 518 | 1 537 | 1 503 | 1 495 | 1 517 | 1 547 | 1 584 | 1 618 |
| ONT. | TCSPS | 956 | 964 | 978 | 871 | 824 | 830 | 918 | 926 | 960 | 971 | 985 |
| | Total | 956 | 964 | 978 | 871 | 824 | 830 | 918 | 926 | 960 | 971 | 985 |
| MAN. | TCSPS | 1 008 | 1 003 | 1 019 | 913 | 856 | 859 | 928 | 934 | 960 | 971 | 985 |
| | Péréquation | 802 | 961 | 929 | 980 | 893 | 842 | 811 | 830 | 835 | 840 | 867 |
| | Total | 1 736 | 1 891 | 1 869 | 1 812 | 1 686 | 1 640 | 1 679 | 1 697 | 1 726 | 1 740 | 1 778 |

Tableau 2 *(suite)*
*Principaux transferts aux provinces et aux territoires*
*Montant par habitant TCSPS, péréquation, formule de financement des territoires – 1993-1994 à 2003-2004*

| | | 1993-1994[1] | 1994-1995[1] | 1995-1996[1] | 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | (millions $) | | | | | |
| SASK. | TCSPS | 958 | 973 | 990 | 885 | 831 | 837 | 920 | 928 | 960 | 971 | 985 |
| | Péréquation | 481 | 408 | 261 | 220 | 115 | 398 | 367 | 387 | 407 | 430 | 462 |
| | Total | 1 334 | 1 278 | 1 151 | 990 | 835 | 1 123 | 1 177 | 1 197 | 1 245 | 1 276 | 1 318 |
| ALB. | TCSPS | 963 | 925 | 940 | 833 | 790 | 800 | 908 | 917 | 960 | 971 | 985 |
| | Total | 963 | 925 | 940 | 833 | 790 | 800 | 908 | 917 | 960 | 971 | 985 |
| C.-B. | TCSPS | 971 | 975 | 975 | 863 | 827 | 833 | 919 | 927 | 960 | 971 | 985 |
| | Total | 971 | 975 | 975 | 863 | 827 | 833 | 919 | 927 | 960 | 971 | 985 |
| YUKON | TCSPS | 1 113 | 1 102 | 1 085 | 962 | 930 | 926 | 950 | 953 | 960 | 971 | 985 |
| | FFT | 9 456 | 9 596 | 9 348 | 8 968 | 9 242 | 9 349 | 9 253 | 9 198 | 9 376 | 9 567 | 9 774 |
| | Total | 10 569 | 10 698 | 10 433 | 9 930 | 10 172 | 10 275 | 10 203 | 10 151 | 10 336 | 10 538 | 10 759 |
| T. N.-O. | TCSPS | 735 | 735 | 752 | 1 079 | 1 021 | 1 009 | 950 | 953 | 960 | 971 | 985 |
| | FFT | 13 580 | 13 640 | 13 506 | 13 231 | 13 077 | 13 050 | 11 787 | 11 674 | 11 734 | 11 933 | 12 163 |
| | Total | 14 315 | 14 374 | 14 258 | 14 310 | 14 098 | 14 059 | 12 737 | 12 627 | 12 694 | 12 904 | 13 148 |
| NUNAVUT | TCSPS | | | | | | | 1 023 | 1 014 | 960 | 971 | 985 |
| | FFT | | | | | | | 18 862 | 19 245 | 19 662 | 20 052 | 20 410 |
| | Total | | | | | | | 19 885 | 20 259 | 20 622 | 21 023 | 21 395 |
| TCSPS | Moyenne | 1 003 | 1 005 | 1 017 | 908 | 857 | 860 | 928 | 934 | 960 | 971 | 985 |
| Principaux transferts | Moyenne | 1 295 | 1 312 | 1 318 | 1 215 | 1 185 | 1 182 | 1 241 | 1 255 | 1 290 | 1 311 | 1 334 |

[1] Le Financement des programmes établis (FPE) et le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) étaient en vigueur avant 1996-1997 et ont été remplacés par le TCSPS.

Nota – La péréquation associée au transfert de points d'impôt en vertu du TCSPS est incluse dans les données du TCSPS et dans celles de la péréquation. Les totaux ont été ajustés pour éviter le double compte.

Les données pour la période de 1999-2000 à 2003-2004 sont des estimations.

Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre.

Tableau 3
*Principaux transferts aux provinces et aux territoires*
*Part du total national – 1993-1994 à 2003-2004*

| | | 1993-1994[1] | 1994-1995[1] | 1995-1996[1] | 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | (pourcentage) | | | | | | | | | | |
| T.-N. | Total des transferts | 3,8 | 3,9 | 3,8 | 4,1 | 4,2 | 4,0 | 3,7 | 3,7 | 3,6 | 3,6 | 3,6 |
| | Population | 2,0 | 2,0 | 1,9 | 1,9 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,6 |
| | TCSPS | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,0 | 1,9 | 1,8 | 1,8 | 1,7 | 1,7 | 1,6 |
| | Péréquation | 11,2 | 11,1 | 10,6 | 11,5 | 11,3 | 10,9 | 10,8 | 10,6 | 10,4 | 10,3 | 10,2 |
| Î.-P.-É. | Total des transferts | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 |
| | Population | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| | TCSPS | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| | Péréquation | 2,2 | 2,2 | 2,2 | 2,3 | 2,4 | 2,3 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 |
| N.-É. | Total des transferts | 4,7 | 5,0 | 5,2 | 5,4 | 5,6 | 5,5 | 5,3 | 5,3 | 5,3 | 5,3 | 5,4 |
| | Population | 3,2 | 3,2 | 3,2 | 3,1 | 3,1 | 3,1 | 3,1 | 3,1 | 3,0 | 3,0 | 3,0 |
| | TCSPS | 3,3 | 3,2 | 3,2 | 3,2 | 3,2 | 3,1 | 3,1 | 3,1 | 3,0 | 3,0 | 3,0 |
| | Péréquation | 11,0 | 12,4 | 13,0 | 13,3 | 13,5 | 13,1 | 13,3 | 13,5 | 13,5 | 13,5 | 13,5 |
| N.-B. | Total des transferts | 4,1 | 4,2 | 4,0 | 4,4 | 4,6 | 4,5 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 |
| | Population | 2,6 | 2,6 | 2,6 | 2,5 | 2,5 | 2,5 | 2,5 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 |
| | TCSPS | 2,6 | 2,6 | 2,6 | 2,6 | 2,5 | 2,5 | 2,5 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,4 |
| | Péréquation | 10,3 | 10,8 | 10,0 | 11,2 | 11,3 | 11,2 | 11,3 | 11,3 | 11,2 | 11,1 | 11,0 |
| Qc | Total des transferts | 30,7 | 30,4 | 31,0 | 30,7 | 31,6 | 30,8 | 29,0 | 29,0 | 28,6 | 28,6 | 28,6 |
| | Population | 25,0 | 24,9 | 24,8 | 24,5 | 24,4 | 24,2 | 24,1 | 24,0 | 23,8 | 23,7 | 23,6 |
| | TCSPS | 27,5 | 27,4 | 27,2 | 27,2 | 26,9 | 26,4 | 24,8 | 24,5 | 23,8 | 23,7 | 23,6 |
| | Péréquation | 48,1 | 46,1 | 49,2 | 46,7 | 49,9 | 48,2 | 48,1 | 48,4 | 48,9 | 49,2 | 49,3 |
| ONT. | Total des transferts | 27,6 | 27,5 | 27,5 | 26,8 | 26,1 | 26,4 | 27,9 | 27,9 | 28,3 | 28,2 | 28,2 |
| | Population | 37,3 | 37,4 | 37,5 | 37,4 | 37,5 | 37,6 | 37,7 | 37,9 | 38,0 | 38,1 | 38,2 |
| | TCSPS | 35,6 | 35,9 | 35,9 | 35,9 | 36,0 | 36,3 | 37,3 | 37,5 | 38,0 | 38,1 | 38,2 |
| MAN. | Total des transferts | 5,2 | 5,6 | 5,4 | 5,7 | 5,4 | 5,2 | 5,1 | 5,0 | 4,9 | 4,9 | 4,9 |
| | Population | 3,9 | 3,9 | 3,8 | 3,8 | 3,8 | 3,8 | 3,7 | 3,7 | 3,7 | 3,7 | 3,7 |
| | TCSPS | 3,9 | 3,9 | 3,9 | 3,8 | 3,8 | 3,8 | 3,7 | 3,7 | 3,7 | 3,7 | 3,7 |
| | Péréquation | 11,2 | 12,6 | 12,0 | 12,5 | 10,5 | 10,0 | 10,0 | 9,9 | 9,6 | 9,3 | 9,3 |

Tableau 3 *(suite)*
*Principaux transferts aux provinces et aux territoires*
*Part du total national – 1993-1994 à 2003-2004*

| | | 1993-1994[1] | 1994-1995[1] | 1995-1996[1] | 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | (pourcentage) | | | | | |
| SASK. | Total des transferts | 3,6 | 3,4 | 3,0 | 2,8 | 2,4 | 3,2 | 3,2 | 3,2 | 3,2 | 3,2 | 3,2 |
| | Population | 3,5 | 3,5 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,2 |
| | TCSPS | 3,3 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,3 | 3,2 |
| | Péréquation | 6,0 | 4,8 | 3,0 | 2,5 | 1,2 | 4,3 | 4,1 | 4,1 | 4,2 | 4,2 | 4,4 |
| ALB. | Total des transferts | 6,9 | 6,6 | 6,6 | 6,4 | 6,3 | 6,5 | 7,0 | 7,0 | 7,2 | 7,1 | 7,1 |
| | Population | 9,3 | 9,3 | 9,3 | 9,4 | 9,4 | 9,6 | 9,6 | 9,6 | 9,6 | 9,6 | 9,6 |
| | TCSPS | 8,9 | 8,6 | 8,6 | 8,6 | 8,7 | 8,9 | 9,4 | 9,4 | 9,6 | 9,6 | 9,6 |
| C.-B. | Total des transferts | 9,2 | 9,3 | 9,4 | 9,3 | 9,2 | 9,3 | 9,9 | 10,0 | 10,1 | 10,2 | 10,2 |
| | Population | 12,3 | 12,5 | 12,7 | 13,1 | 13,2 | 13,3 | 13,4 | 13,5 | 13,6 | 13,8 | 13,9 |
| | TCSPS | 11,9 | 12,2 | 12,3 | 12,4 | 12,8 | 12,8 | 13,3 | 13,4 | 13,6 | 13,8 | 13,9 |
| YUKON | Total des transferts | 0,9 | 0,8 | 0,8 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 |
| | Population | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| | TCSPS | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| | FFT | 25,1 | 24,4 | 24,3 | 24,2 | 25,0 | 25,1 | 23,2 | 23,1 | 23,2 | 23,3 | 23,3 |
| T. N.-O. | Total des transferts | 2,5 | 2,5 | 2,5 | 2,7 | 2,7 | 2,7 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 |
| | Population | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| | TCSPS | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| | FFT | 74,9 | 75,6 | 75,7 | 75,8 | 75,0 | 74,9 | 37,9 | 37,4 | 37,0 | 37,0 | 37,0 |
| NUNAVUT | Total des transferts | | | | | | | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 |
| | Population | | | | | | | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| | TCSPS | | | | | | | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| | FFT | | | | | | | 38,9 | 39,5 | 39,7 | 39,7 | 39,7 |

[1] Le Financement des programmes établis (FPE) et le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) étaient en vigueur avant 1996-1997 et ont été remplacés par le TCSPS.

Nota – La péréquation associée au transfert de points d'impôt en vertu du TCSPS est incluse dans les données du TCSPS et dans celles de la péréquation. Les totaux ont été ajustés pour éviter le double compte.

Les données pour la période de 1999-2000 à 2003-2004 sont des estimations.

Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre.

Tableau 4
*Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux*
*1993-1994 à 2003-2004*

| | | 1993-1994[1] | 1994-1995[1] | 1995-1996[1] | 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | (millions $) | | | | | | | | | | |
| T.-N. | Points d'impôt | 193 | 199 | 208 | 216 | 228 | 228 | 230 | 238 | 245 | 252 | 261 |
| | Espèces | 415 | 425 | 413 | 345 | 282 | 272 | 281 | 271 | 265 | 260 | 254 |
| | Total | 608 | 624 | 622 | 561 | 510 | 499 | 511 | 509 | 510 | 512 | 515 |
| Î.-P.-É | Points d'impôt | 44 | 46 | 49 | 52 | 56 | 57 | 59 | 61 | 64 | 67 | 70 |
| | Espèces | 91 | 89 | 88 | 71 | 61 | 60 | 69 | 68 | 69 | 69 | 68 |
| | Total | 135 | 135 | 138 | 124 | 117 | 117 | 127 | 129 | 133 | 136 | 138 |
| N.-É. | Points d'impôt | 308 | 320 | 340 | 358 | 385 | 392 | 401 | 419 | 436 | 455 | 476 |
| | Espèces | 638 | 633 | 624 | 508 | 432 | 426 | 476 | 467 | 473 | 468 | 463 |
| | Total | 946 | 953 | 964 | 866 | 816 | 819 | 877 | 885 | 909 | 923 | 939 |
| N.-B. | Points d'impôt | 250 | 260 | 276 | 290 | 310 | 315 | 322 | 335 | 348 | 362 | 378 |
| | Espèces | 510 | 501 | 493 | 401 | 337 | 333 | 378 | 371 | 378 | 373 | 368 |
| | Total | 760 | 760 | 769 | 691 | 647 | 648 | 700 | 706 | 726 | 735 | 746 |
| QC | Points d'impôt | 2 396 | 2 498 | 2 654 | 2 800 | 3 006 | 3 074 | 3 147 | 3 287 | 3 426 | 3 576 | 3 744 |
| | Espèces | 5 571 | 5 550 | 5 481 | 4 512 | 3 890 | 3 808 | 3 888 | 3 797 | 3 718 | 3 684 | 3 649 |
| | Total | 7 967 | 8 048 | 8 136 | 7 311 | 6 895 | 6 882 | 7 035 | 7 084 | 7 145 | 7 260 | 7 392 |
| ONT. | Points d'impôt | 4 020 | 4 199 | 4 525 | 4 864 | 5 345 | 5 499 | 5 664 | 5 836 | 6 087 | 6 354 | 6 654 |
| | Espèces | 6 300 | 6 337 | 6 214 | 4 787 | 3 909 | 3 954 | 4 936 | 5 000 | 5 302 | 5 319 | 5 337 |
| | Total | 10 320 | 10 536 | 10 739 | 9 651 | 9 253 | 9 453 | 10 600 | 10 836 | 11 389 | 11 674 | 11 991 |
| MAN. | Points d'impôt | 372 | 387 | 414 | 436 | 468 | 478 | 489 | 510 | 532 | 555 | 580 |
| | Espèces | 761 | 745 | 737 | 598 | 506 | 502 | 574 | 564 | 577 | 571 | 565 |
| | Total | 1 133 | 1 131 | 1 151 | 1 035 | 975 | 980 | 1 063 | 1 075 | 1 109 | 1 126 | 1 145 |
| SASK. | Points d'impôt | 335 | 354 | 372 | 403 | 421 | 430 | 439 | 457 | 475 | 494 | 516 |
| | Espèces | 634 | 630 | 632 | 499 | 429 | 428 | 507 | 498 | 515 | 509 | 502 |
| | Total | 969 | 985 | 1 003 | 902 | 850 | 858 | 946 | 956 | 991 | 1 003 | 1 018 |

Tableau 4 *(suite)*
*Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux*
*1993-1994 à 2003-2004*

| | | 1993-1994[1] | 1994-1995[1] | 1995-1996[1] | 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | (millions de dollars) | | | | | | | | | | |
| ALB. | Points d'impôt | 958 | 1 015 | 1 093 | 1 202 | 1 346 | 1 387 | 1 428 | 1 471 | 1 534 | 1 601 | 1 676 |
| | Espèces | 1 625 | 1 498 | 1 482 | 1 112 | 890 | 937 | 1 241 | 1 256 | 1 352 | 1 349 | 1 347 |
| | Total | 2 583 | 2 512 | 2 574 | 2 314 | 2 236 | 2 324 | 2 669 | 2 727 | 2 885 | 2 951 | 3 023 |
| C.-B. | Points d'impôt | 1 271 | 1 338 | 1 438 | 1 500 | 1 574 | 1 624 | 1 674 | 1 725 | 1 800 | 1 879 | 1 968 |
| | Espèces | 2 190 | 2 235 | 2 235 | 1 843 | 1 700 | 1 720 | 2 091 | 2 148 | 2 291 | 2 337 | 2 385 |
| | Total | 3 461 | 3 574 | 3 673 | 3 343 | 3 275 | 3 343 | 3 765 | 3 873 | 4 090 | 4 216 | 4 352 |
| YUKON | Points d'impôt | 10 | 10 | 11 | 12 | 12 | 12 | 12 | 13 | 13 | 14 | 14 |
| | Espèces | 24 | 23 | 22 | 19 | 18 | 17 | 19 | 19 | 19 | 20 | 20 |
| | Total | 34 | 33 | 33 | 31 | 30 | 29 | 31 | 32 | 32 | 33 | 34 |
| T. N.-O. | Points d'impôt | 24 | 25 | 26 | 26 | 25 | 26 | 20 | 20 | 21 | 22 | 23 |
| | Espèces | 50 | 53 | 55 | 47 | 45 | 43 | 20 | 20 | 20 | 21 | 21 |
| | Total | 75 | 79 | 81 | 73 | 70 | 68 | 40 | 40 | 41 | 43 | 44 |
| NUNAVUT | Points d'impôt | | | | | | | 7 | 7 | 7 | 8 | 8 |
| | Espèces | | | | | | | 21 | 21 | 19 | 20 | 20 |
| | Total | | | | | | | 27 | 28 | 26 | 27 | 28 |
| TOTAL | Points d'impôt | 10 181 | 10 651 | 11 406 | 12 159 | 13 174 | 13 521 | 13 891 | 14 379 | 14 988 | 15 639 | 16 367 |
| | Espèces | 18 810 | 18 719 | 18 476 | 14 741 | 12 500 | 12 500 | 14 500 | 14 500 | 15 000 | 15 000 | 15 000 |
| | Total | 28 991 | 29 370 | 29 882 | 26 900 | 25 674 | 26 021 | 28 391 | 28 879 | 29 988 | 30 639 | 31 367 |

[1] Le Financement des programmes établis (FPE) et le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été remplacés par le TCSPS.

Les données pour la période de 1999-2000 à 2003-2004 sont des estimations.

Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre.

Tableau 5
*Péréquation*
*1993-1994 à 2003-2004*

| | 1993-1994[1] | 1994-1995[1] | 1995-1996[1] | 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (millions de dollars) | | | | | | | | | | |
| T.-N. | 900 | 958 | 932 | 1 016 | 1 088 | 1 040 | 1 003 | 1 025 | 1 050 | 1 078 | 1 108 |
| Î.-P.-É. | 175 | 192 | 192 | 206 | 233 | 222 | 222 | 229 | 241 | 251 | 258 |
| N.-É. | 889 | 1 065 | 1 137 | 1 175 | 1 301 | 1 255 | 1 239 | 1 305 | 1 358 | 1 414 | 1 473 |
| N.-B. | 835 | 927 | 876 | 989 | 1 093 | 1 077 | 1 054 | 1 094 | 1 130 | 1 169 | 1 202 |
| QC | 3 878 | 3 965 | 4 307 | 4 130 | 4 820 | 4 618 | 4 464 | 4 690 | 4 931 | 5 162 | 5 365 |
| MAN. | 901 | 1 085 | 1 051 | 1 111 | 1 016 | 960 | 929 | 955 | 965 | 974 | 1 008 |
| SASK. | 486 | 413 | 264 | 224 | 117 | 407 | 377 | 399 | 420 | 444 | 477 |
| TOTAL | 8 063 | 8 607 | 8 759 | 8 849 | 9 670 | 9 579 | 9 288 | 9 696 | 10 094 | 10 492 | 10 892 |

*Formule de financement des territoires*
*1993-1994 à 2003-2004*

| | 1993-1994[1] | 1994-1995[1] | 1995-1996[1] | 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (millions de dollars) | | | | | | | | | | |
| YUKON | 290 | 286 | 288 | 286 | 298 | 296 | 301 | 305 | 317 | 329 | 341 |
| T. N.-O. | 864 | 885 | 899 | 893 | 892 | 886 | 493 | 495 | 506 | 523 | 541 |
| NUNAVUT | | | | | | 505 | 523 | 543 | 561 | 582 | |
| TOTAL | 1 153 | 1 172 | 1 187 | 1 178 | 1 190 | 1 182 | 1 299 | 1 324 | 1 365 | 1 413 | 1 464 |

Les données pour la période de 1999-2000 à 2003-2004 sont des estimations.

Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre.

### *Supplément d'information sur le budget de 1999*

Les documents sont diffusés sur Internet, à l'adresse http://www.fin.gc.ca/

On peut également obtenir des exemplaires de la présente brochure ou des documents budgétaires en s'adressant au :

Centre de distribution
Ministère des Finances
300, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario) K1A 0G5
Téléphone : (613) 995-2855
Télécopieur : (613) 996-0518

*This document is also available in English.*